

## en Communauté française Le Petit Poucet dans sa version politique

On l'attendait, ce 21 août. Le retour de vacances du président de Défi, Olivier Maingain, qui avait annoncé des propositions pour sortir la Communauté française de l'ornière, après la rupture de l'alliance PS-CDH par ce dernier en juin. On y verrait alors plus clair, pensait-on. Et les négociations en vue d'une nouvelle majorité pourraient (enfin) débiter.

Le 21 août est passé. Et ? Rien. Chacun a sa perception des propositions amarautes. Beaucoup se demandent si (ou sont convaincus) que ce n'est qu'une manœuvre de Défi pour refuser l'invitation à négocier du MR et du CDH. Le parti de Maingain dément. Ecolo reste au balcon. Et personne ne pense que des pourparlers reprendront cette semaine.

Alors ? Alors on se contente d'une nouvelle version du Petit Poucet. Une version politique. Genre série B...

Le Petit Poucet ? La semaine dernière, tout en mettant la pression sur Défi pour qu'il s'assesse à la table de négociations, Olivier Chastel, président du MR, lâchait : « *Il est normal que toute formation ait des revendications. Mais il faut raison garder, et un peu d'humilité.* » De l'humilité par rapport au « *poids politique* » de chacun : 30 députés francophones pour le MR, 3 pour Défi... En clair : le Petit Poucet ne peut imposer sa seule loi.

### « Il retrouve son chemin »

Défi n'a pas forcément apprécié la comparaison avec le conte de Perrault. Mais lundi, il en jouait. « *Nous avons semé les cailloux* », disait la députée Joëlle Maison. « *Je rappelle que dans l'histoire, c'est le Petit Poucet qui retrouve le chemin quand tout le monde s'égare* », fanfaronnait Olivier Maingain.

Pour retrouver le chemin de la Communauté, encore faut-il que quelqu'un endosse le rôle du Petit Poucet. Prenne la tête de cordée. L'initiative, en somme. Et là, plus personne. Un libéral ? Nous ne sommes pas responsables de la situation, ce n'est pas à nous de prendre la main,

disent les bleus. Un amarante ? On a transmis nos 80 propositions aux différents partis, nous répondrons favorablement à ceux qui nous invitent autour de la table sur cette base, explique Défi. Un vert ? Sans l'avouer aussi ouvertement, les Ecolos jugent n'avoir aucun intérêt à monter pour 18 mois dans une coalition fédérée. Un orange ? C'est vers le CDH qu'est renvoyée la responsabilité de la crise, donc celle d'en sortir la Communauté, mais le président Lutgen ne se presse pas. Faute de bottes de sept lieues. Ou d'avoir rassemblé suffisamment de petits cailloux blancs pour retrouver le bon chemin. Alors tout le monde tourne en rond dans la forêt francophone. At-

tend Maingain qui attend les réponses à ses propositions. Et chacun s'amuse avec ce qu'il peut.

Défi demande au MR de quitter le PS en province de Liège et à la ville de Bruxelles ? Impossible légalement, lui rétorque-t-on : le code wallon de la démocratie locale ne permet plus de déposer une motion de méfiance constructive (pour changer de majorité) après le 30 juin de l'année précédant les élections ; et la législation bruxelloise ne prévoit pas une telle motion. Les lois peuvent se changer, renchérit Défi.

### On perd le citoyen

Défi rajoute des conditions aux conditions pour en arriver à 80 ? Il veut protéger son alliance avec le PS, voire un accord pré-électoral en vue de 2019, traduit-on côtés bleu et orange. La preuve, ajoute-t-on, cela fait deux mois qu'on attend qu'il veuille discuter. Et si ni Défi ni Ecolo ne veulent s'engager en Communauté française ? Revoilà la théorie du maintien des majorités PS-CDH.

Morale de l'histoire ? A force de tourner en rond, les politiques ont perdu le citoyen, qui n'y comprend plus rien. Retrouveront-ils le chemin de la chaumière francophone ? Espérons que ce soit avant que l'ogre n'apparaisse... ■

MARTINE DUBUISSON